Austérité et inflation : ce qu'il faut savoir

Quand la Banque du Canada augmente les taux d'intérêt pour faire baisser l'inflation, elle donne le signal aux gouvernements de ne pas aggraver l'inflation avec leurs dépenses. Parfois, les gouvernements utilisent cette excuse pour ne pas augmenter les salaires ou pour éviter d'investir dans les services publics.

Augmentations salariales

S'assurer que les salaires suivent le coût de la vie, c'est une question d'équité. En ce moment, le salaire réel des gens diminue, mais les recettes de l'État et les bénéfices des entreprises augmentent. Autrement dit, on assiste à un transfert de richesse de la main-d'œuvre vers les entreprises.

La Banque du Canada prévient qu'il faut maintenir les augmentations salariales à un faible niveau pour éviter une spirale salaires-prix. Sauf que les salaires ne représentent que la moitié de la valeur de l'économie. Pour devenir problématiques, les salaires devraient augmenter beaucoup plus vite que l'inflation, ce qui n'est pas le cas.

La Banque du Canada veut maintenir les salaires bas aussi pour limiter l'« anticipation d'inflation ». On parle ici de la proportion de la population qui s'attend à ce que les prix augmentent à l'avenir. L'anticipation d'inflation est souvent corrélée à l'inflation réelle, c'est pourquoi la Banque du Canada veut la limiter.

Augmentation des salaires dans les conventions collectives des secteurs privé et public, sept. 2021 – août 2022

Mais cela ne signifie pas que les salaires doivent stagner. Par exemple, la négociation de clauses d'indemnité de vie chère liée à l'IPC rassurerait les travailleuses et les travailleurs sans risquer de dépasser l'inflation future.

Les gouvernements fédéral et provinciaux ont vu leurs revenus augmenter considérablement en raison de l'inflation ; ils peuvent se permettre ces ajustements au coût de la vie. Surtout que les gains salariaux au privé dépassent ceux du secteur public. Les gouvernements devraient montrer l'exemple et veiller à ce que le salaire de leur main-d'œuvre suive le rythme de l'inflation.

Dépenses publiques

Un gouvernement qui réduit trop ses dépenses amplifie les forces économiques qui nous poussent vers la récession et fait porter le fardeau de l'inflation à la classe ouvrière. Les gouvernements doivent intensifier leurs efforts et prendre des mesures pour protéger les gens touchés par la pandémie, par l'inflation et par la menace d'une récession.

Les gouvernements sont capables de réduire l'impact inflationniste de leurs dépenses tout en maximisant les avantages. Les économistes estiment que les nouvelles dépenses financées principalement par une augmentation des impôts ne sont pas inflationnistes. Il serait donc utile de rétablir le taux d'imposition des sociétés à quelque chose de plus équitable, d'autant plus que les sociétés enregistrent des profits records en ce moment.

Suite à la page 2

Suite de la page 1

Certains économistes pensent que la manière dont l'argent est dépensé importe plus que sa provenance. Leurs travaux suggèrent que les gouvernements devraient privilégier le soutien au revenu des gens qui en ont le plus besoin. Par exemple, l'indexation du soutien au revenu fournit une aide immédiate beaucoup moins inflationniste que l'émission d'un chèque de 250 $ à tout le monde.

Les gouvernements peuvent aussi lutter contre l'inflation en réalisant des investissements à moyen terme qui offrent des alternatives à moindre coût pour les biens coûteux. Dans plusieurs provinces, le prix des transports, de l'énergie et du logement sont ceux qui augmentent le plus rapidement. C'est donc là que l'État devrait investir. La plupart des dépenses à fort impact dans ces domaines (construction de logements sociaux, subventions à la rénovation écoénergétique, investissement dans le transport en commun) pourraient ne pas avoir de bienfaits immédiats, mais il vaut toujours la peine de commencer ces efforts maintenant.

S'il y a une récession l'année prochaine, comme c'est souvent le cas après une augmentation aussi rapide des taux d'intérêt, les gouvernements prétendront peut-être qu'ils n'ont pas les moyens de faire ces investissements essentiels. Il faudra leur rappeler que les services publics rendent notre économie plus saine, quand ça va bien comme quand ça va mal.

Une inflation propulsée par les bénéfices record des entreprises

On se questionne de plus en plus sur les profits des entreprises : trop, c'est combien ? Pendant la pandémie, les grandes entreprises ont fait des bénéfices record tandis que les ménages et les PME se débattaient pour joindre les deux bouts. Et comme l'inflation augmente, la quête de profit des entreprises contribue à la hausse des prix.

La Banque du Canada fait généralement abstraction du rôle des sociétés dans la fixation des prix. Elle préfère répéter qu'une hausse des salaires entraînera une hausse des prix (une spirale salaires-prix). Par exemple, lorsqu'elle a haussé les taux d'intérêt en octobre, elle a mentionné les salaires neuf fois, sans jamais parler des bénéfices des entreprises.

Cette approche est malhonnête. On voit bien que les augmentations salariales moyennes sont inférieures à l'inflation dans l'ensemble, tandis que les bénéfices des entreprises augmentent.

En fait, en proportion du produit intérieur brut (PIB) du Canada, les bénéfices nets de sociétés atteignent un sommet en 60 ans. Le PIB est la valeur de tous les produits finis et services fournis dans un pays au cours d'une période donnée. On l'utilise souvent pour estimer la taille d'une économie. Au deuxième trimestre de 2022 (mois d'avril, mai et juin), les bénéfices après impôt des sociétés représentaient 20 % du PIB du Canada. C'est deux points de pourcentage de plus que le sommet de 18 % observé en 2005, avant la crise financière, et plus du double de la moyenne observée entre 1960 et 2000.

Pourquoi la Banque du Canada ignore-t-elle ce facteur dans la hausse des prix ? L'une des raisons est que la théorie économique dominante dit qu'il est naturel pour une entreprise de fixer des prix aussi élevés que possible pour maximiser ses profits ; si ces prix sont trop élevés, les gens se tourneront vers une option plus abordable, ce qui garde les prix sous contrôle.

Suite à la page 3

Profits après impôts des sociétés exprimés en pourcentage du PIB du Canada

Source: Statistique Canada, tableau 36-10-0117-01

Suite de la page 2

Le problème, c'est que ce principe fonctionne uniquement en présence d'une concurrence saine sur le marché. Les nouvelles entreprises peuvent gagner de l'argent en offrant des biens et des services à un prix inférieur. C'est difficile au Canada, parce que nos lois favorisent les fusions d'entreprises et les monopoles, ce qui complique la tâche des nouvelles entreprises.

Les comportements anticoncurrentiels n'ont rien de nouveau au Canada, tout comme nos préoccupations à ce sujet. Ces dernières années, une poignée de fusions de grandes entreprises ont provoqué un tollé. D'ailleurs, le fédéral vient de lancer, en novembre, un examen de la concurrence très attendu. Pour qu'il améliore nos lois sur la concurrence et le contrôle des prix, il faudra lui demander des comptes tout au long de ce processus.

Mais on ne réglera pas tout en modifiant la *Loi sur la concurrence*. On trouve des secteurs, comme les banques, où les prix sont plus élevés que ce à quoi on s'attendrait dans un marché concurrentiel regroupant plusieurs joueurs. Cela démontre que la concurrence n'est pas la solution magique que prétendent les économistes, surtout lorsqu'on parle de biens et de services qui sont des nécessités, comme le logement, la nourriture et l'électricité. Les entreprises savent que les gens paieront plus pour les choses dont ils ont besoin, même s'ils n'en ont pas les moyens. C'est pourquoi il faudrait, dans le cas de ces nécessités, avoir une option publique qui supprime le profit de l'équation, comme une société d'État de l'énergie.

Soulignons que l'un des principaux moteurs de la hausse des bénéfices après impôt des sociétés a été les réductions d'impôt spectaculaires que les gouvernements fédéral et provinciaux accordent à celles-ci depuis 2000. Ces décisions ont transféré énormément de richesse des gouvernements et des services publics vers les coffres du privé. Il faut que nos gouvernements reconnaissent que cette approche du ruissellement a échoué et qu'ils rééquilibrent la fiscalité des entreprises.

COUP D'ŒIL SUR L'ÉCONOMIE

10 provinces sur 10 voient leurs revenus augmenter

L'inflation, un marché du travail vigoureux et des bénéfices records pour les entreprises se sont traduits par des revenus provinciaux plus élevés que prévu pour l'exercice 2021-2022, une croissance qui devrait se poursuivre en 2022-2023. Le Centre canadien de politiques alternatives a publié un rapport sur cette tendance avec une ventilation pour chaque province. Dans leurs budgets de 2022, publiés le printemps dernier, les provinces prévoyaient un déficit combiné de 23,5 milliards de dollars en 2021-2022 et de 25,1 milliards en 2022-2023. Mais les dernières mises à jour budgétaires montrent que ces déficits se sont transformés en excédents. Ensemble, les dix provinces ont gagné 2,2 milliards de dollars de plus qu'elles ont dépensés en 2021-2022 ; ce chiffre devrait être de 7,1 milliards de dollars en 2022-2023. Cela signifie que les provinces n'ont aucune excuse pour ne pas payer équitablement la main-d'œuvre, indexer les prestations et investir correctement dans l'éducation et la santé.

Une approche de l'inflation centrée sur la classe ouvrière

Le Congrès du travail du Canada s'est associé à l'économiste Jim Stanford pour publier un rapport détaillé sur l'inflation. Celui-ci propose d'importants changements à l'approche habituelle des gouvernements. Le rapport confirme la position du mouvement syndical selon laquelle l'approche actuelle fait peser le fardeau de l'inflation sur la classe ouvrière. M. Stanford propose que la Banque du Canada ajoute le plein emploi à son mandat, que le fédéral envisage d'augmenter les impôts de ceux et celles qui ont bénéficié de la pandémie et de l'inflation, et que les gouvernements fédéral et provinciaux accélèrent leurs investissements dans les économies d'énergie et le logement social. Ce rapport est une excellente ressource pour qui veut pousser les gouvernements à s'attaquer à l'inflation d'une manière qui profite à long terme à la classe ouvrière et à notre économie.

ORIENTATIONS ÉCONOMIQUES

Croissance : Le Fonds monétaire international, une institution financière internationale, a revu à la baisse ses prévisions de croissance économique mondiale en 2023. La moyenne mondiale devrait se situer autour de 1,6 %. Celle des États-Unis et du Canada devrait être inférieure à 1 %. Les économistes parlent d'« atterrissage en douceur » lorsque les banques centrales arrivent à freiner l'inflation sans provoquer de récession. Si les banques centrales continuent d'augmenter les taux d'intérêt, on peut s'attendre à une croissance économique encore plus faible que ces dernières prévisions.

Emploi : Le chômage a légèrement augmenté à 5,2 % cet automne, comparativement au creux de 4,9 % enregistré cet été. Les secteurs à faible croissance salariale, comme la santé et les services alimentaires, affichent encore un grand nombre de postes vacants. Le gouvernement fédéral cherche à augmenter ses cibles d'immigration pour aider à pourvoir ceux-ci.

Tendances salariales : Le salaire horaire moyen a augmenté de 5,6 % en octobre 2022 par rapport à octobre 2021. Cette progression est inférieure à l'indice des prix à la consommation (IPC), qui a augmenté de 6,9 % au cours de la même période. L'analyse de Statistique Canada révèle que les personnes les mieux rémunérées, soit celles qui gagnaient déjà plus de 40 $/h, sont plus susceptibles d'avoir reçu une augmentation que celles qui gagnaient 20 $/h ou moins. Les personnes non syndiquées sont également plus susceptibles d'avoir reçu une augmentation cette année. Cela s'explique en partie par la durée des conventions collectives.

Une inflation aux impacts inégaux : L'inflation affecte plus gravement les ménages à faible revenu que ceux à revenu élevé. Cela signifie que la hausse des salaires au bas de l'échelle doit être plus élevée que l'IPC pour protéger le pouvoir d'achat de ces ménages. Les personnes à revenu moyen et élevé sont également touchées par la hausse des coûts, mais les recherches montrent que ces ménages sont généralement en mesure de réduire leurs dépenses de première nécessité en achetant des marques génériques et en utilisant des bons de réduction. Les personnes à faible revenu ont tendance à utiliser déjà ces stratégies ; elles sont donc incapables de diminuer leur budget de cette façon.

Taux d'intérêt : La Banque du Canada a augmenté ses taux d'intérêt six fois jusqu'à présent en 2022, passant de 0,25 % en janvier à 3,75 % en octobre. Fin octobre, elle a rapporté que l'inflation est encore trop élevée, bien qu'elle ait ralenti selon quelques indicateurs. Si les prix demeurent élevés, le taux de chômage faible et la croissance des salaires modérée, on peut s'attendre à une autre hausse au début de décembre.

L'Économie au travail est publiée sur une base trimestrielle par le Syndicat canadien de la fonction publique pour offrir aux travailleuses et travailleurs, ainsi qu'à leurs représentant(e)s de l'information accessible, des analyses fouillées des tendances économiques et des outils pour faciliter les négociations.

Découvrez les éditions de *L'Économie au travail* en ligne à **scfp.ca/economie-au-travail**. Accédez aussi à d'autres liens utiles.

Pour s'abonner par courriel à *L'Économie au travail*, allez à **scfp.ca/abonnement**.

À moins d'indications contraires, tout le contenu a été rédigé par Angella MacEwen. Colleen Butler est la rédactrice en chef.

La relecture a été effectuée par Philippe Gagnon et Manon Lajoie. La mise en page a été réalisée par Sarah Walker.

Veuillez communiquer par courriel (**amacewen@cupe.ca**) pour toute correction, question, suggestion ou contribution.

SCFP | Syndicat canadien de la fonction publique